

LA STRATÉGIE ISRAËLIENNE D'APPROPRIATION DE JÉRUSALEM-EST : LE CAS DE LA FRONTIÈRE-MUR

Communication présentée lors de la 7^e édition du Colloque de la relève
Réalités et transformations des milieux urbains
19 mai 2010

Marie-Hélène Durocher

Étudiante à la maîtrise en géographie
Département de Géographie, Université du Québec à Montréal
durocher.marie-helene@courrier.uqam.ca

Résumé de l'étude :

Depuis juin 2002, la construction d'un ensemble de murs et de barrières redessine une fois de plus les contours de Jérusalem et du territoire cisjordanien. À la lumière de multiples cartes produites sur la région, on y observe un territoire où les villages palestiniens sont partiellement – ou complètement – enclavés par le mur. Parallèlement, des colonies israéliennes prennent de l'expansion et un réseau routier à usage exclusif pour les Israéliens, quadrillent la Cisjordanie et les rattachent à Israël. Située à la limite territoriale entre la Cisjordanie et l'État d'Israël, la ville de Jérusalem n'échappe pas à la « barriérisation » du territoire israélien (Foucher, 2007).

Dans le cadre de cette communication, nous allons aborder le rôle du mur-frontière en relation avec le processus d'israélisation de la ville de Jérusalem car depuis la création de l'État d'Israël en 1948, la politique des autorités israéliennes à l'égard de la ville de Jérusalem diffère de celle qui est appliquée dans le reste des territoires palestiniens. Comme le souligne Latendresse (1999) : « À Jérusalem-Est, il ne suffit pas de s'appropriier la terre et de la peupler d'une population juive, comme c'est le cas dans le reste de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, mais pour le parti travailliste comme pour le Likoud, il faut intégrer définitivement Jérusalem-Est au sein de l'État d'Israël et imposer la souveraineté israélienne sur l'ensemble de la ville "réunifiée" ». « L'enveloppe de Jérusalem », pour reprendre les termes des autorités israéliennes, fait ainsi partie d'un plan précis du gouvernement central pour s'approprier Jérusalem de façon définitive (voir annexe 1, p.7). Nous allons démontrer que le mur-frontière vient compléter ce processus d'israélisation de la ville.

Problématique

Dans ce mémoire, en nous appuyant sur les travaux de Latendresse (1999) et d'autres chercheurs en sciences sociales, nous tentons de démontrer que les acteurs israéliens et en

particulier les divers gouvernements d'Israël ont développé et mis en œuvre une stratégie qui vise l'appropriation sociospatiale de Jérusalem-Est afin de l'incorporer définitivement à l'État d'Israël. Pour ce faire, nous avons concentré nos recherches sur le processus d'israélisation de la ville de Jérusalem. Il est en quelque sorte le fil conducteur de notre étude. Nous entendons par « israélisation » un processus qui combine la tentative de créer une hégémonie politique, l'acte d'appropriation territoriale et identitaire, l'imposition d'une majorité démographique juive israélienne et enfin, l'absorption de l'économie palestinienne au sein de l'économie israélienne (Latendresse, 1999). Ce processus de transformation de la ville mené par les dirigeants israéliens se déroule sur une période de temps qui commence en 1948 et qui risque de se terminer d'ici quelques années si rien n'est fait. Notre recherche se concentre sur la quatrième période, c'est-à-dire celle de 2001 à la suite de l'échec de l'accord d'Oslo et l'adoption de la « politique de séparation », jusqu'à 2009, année où notre collecte de données se termine. L'étude de la quatrième phase du processus d'israélisation permet de mettre en lumière la question du marquage territorial réalisé depuis 2002 par la construction d'une frontière-mur au pourtour de la ville : une imposante structure en béton armé qui atteint une hauteur maximale de huit à neuf mètres et qui est annexée aux postes de contrôle permanents, équipée de dispositifs de surveillance électronique et de tour d'observation.

Notre recherche, d'une part, vise à mettre en évidence la corrélation entre l'édification de la frontière-mur et l'expansion des colonies israéliennes construites à Jérusalem-Est et dans l'ensemble des villages limitrophes. D'autre part, elle permet de mettre en lumière les impacts socio-économiques de la construction de la frontière-mur sur la population palestinienne de Jérusalem-Est et de Cisjordanie. Notre hypothèse suppose que le tracé planifié et les impacts de la construction du mur-frontière sur la population palestinienne s'inscrivent en continuité de la stratégie israélienne mise en œuvre depuis 1967 et finalise le projet politique d'appropriation de Jérusalem-Est.

Cadre théorique et conceptuel

Réfléchir sur l'appropriation israélienne de la partie orientale de Jérusalem nécessite que l'on considère le territoire de la ville comme enjeu au cœur d'une stratégie territoriale déployée depuis la création de l'État d'Israël en 1948. S'intéresser plus spécifiquement à la séparation physique et politique de Jérusalem, par l'édification d'une frontière-mur, exige que l'on analyse les représentations israéliennes de la frontière et les pratiques qui en découlent. Dans notre mémoire, nous nous sommes concentrés sur les acteurs israéliens et en particulier sur l'État qui

en Israël, demeure un acteur extrêmement puissant. En effet, c'est au nom de la création d'un État-nation que les leaders sionistes ont mobilisé les ressources favorisant l'appropriation de Jérusalem pour en faire la capitale « éternelle et unifiée » de l'État d'Israël. De l'approche de la géopolitique, nous abordons ici le territoire de la ville comme la dimension spatiale du pouvoir étatique (Klein et Laurin, 1998). Ayant recours à l'analyse dialectique, cette démarche met en évidence le rôle de l'acteur étatique, les enjeux qui le motivent et les dynamiques territoriales qui en découlent. Par ailleurs, notre approche emprunte aussi des notions et des concepts à la géographie sociale qui a en commun avec la géopolitique de considérer le territoire comme un « espace délimité, façonné et occupé par une collectivité qui est à la fois instrument et milieu de sa reproduction et qui agit comme ciment des liens sociaux entre les acteurs et citoyens qui la constitue » (Klein et Lasserre, 2007, p.4). Ce faisant, notre recherche s'articule en fonction du concept d'appropriation territoriale, qui nous permet d'opérationnaliser notre étude à l'aide de l'outil méthodologique du territoire et de la dialectique entre l'idéal et le matériel qui le caractérise (Di Méo, 2006).

Lorsque nous identifions des pratiques d'appropriation territoriale, force est de constater qu'un possible inégal accès à l'espace s'observe entre les populations. Révélatrice des inégalités sociospatiales tant dans l'accès, l'occupation, l'usage et la jouissance (exclusifs) des différents lieux de vie, l'analyse des représentations et des pratiques territoriales nous permet de dégager la dynamique d'appropriation qui en découle (Ripoll & Veschambre, 2006). Du coup, pour mieux comprendre comment le territoire de Jérusalem est approprié par l'État d'Israël, nous avons emprunté le cadre d'analyse soutenu par Di Méo (1991) et actualisé par Latendresse (1999) : là où la dimension idéale, à la fois politique et idéologique, nous permet de mettre en évidence les représentations des acteurs à l'échelle nationale et régionale, et où la dimension matérielle, à la fois géographique et économique, nous permet d'établir leurs pratiques qui influencent l'appropriation à l'échelon local. En adaptant le schéma de Di Méo à son analyse, Latendresse ajoute à la dimension matérielle une composante démographique. Comme facteur important du projet politique israélien à l'égard de la ville, cet ajout enrichit notre lecture de la stratégie d'appropriation de Jérusalem-Est et nous permet de mieux comprendre le processus d'israélisation déployée depuis 1948.

Méthodologie

Notre recherche qui s'interroge en particulier sur la frontière-mur dans la stratégie israélienne d'appropriation territoriale, à pour but de faire avancer les connaissances qui ont trait à la

transformation du territoire de Jérusalem, et dans un sens plus large à la compréhension d'un des enjeux du conflit israélo-palestinien. En ce sens, entièrement fondé sur l'observation de la réalité, ce type de recherche fondamentale se veut empirique et exploratoire. La démarche dialectique empruntée à la géopolitique suit une approche inductive qui, liée à la complexité de l'objet d'étude, s'inscrit dans une analyse plutôt méconnue, voire peu abordée sous l'angle d'une étude multidimensionnelle de la transformation du territoire de la ville. De la sorte, cette approche suit les indications méthodologiques soutenues par Di Méo (1991) et Latendresse (1999). Notre démarche utilise ainsi les faits reliés à l'objet de recherche pour mettre en évidence la finalisation de la stratégie israélienne d'appropriation de Jérusalem-Est par la construction d'un mur au pourtour de la ville.

Résultats préliminaires et conclusions de recherche

Notre cadre conceptuel sur l'appropriation territoriale nous a permis de mettre en lumière la politique israélienne de « séparation territoriale ». En effet, la construction de la frontière-mur constitue à notre avis l'acte d'appropriation politique, donc d'affirmation du pouvoir, dans sa forme la plus puissante car elle est construite et contrôlée de façon unilatérale. À cet égard, l'utilisation de l'indicateur « politique » nous a permis de mettre en évidence la stratégie unilatérale empruntée par le gouvernement central afin de légitimer le choix du tracé de la frontière-mur au pourtour de la ville de Jérusalem. Bien que sa construction réponde à une pression publique israélienne favorable à la « sécurisation » des frontières de l'État, le gouvernement de Sharon, élu en 2002, a réussi à doubler cet objectif sécuritaire par une stratégie d'inclusion d'un maximum de colonies à l'ouest du tracé et l'exclusion, autant qu'il lui en fût possible, d'un maximum d'habitants palestiniens (Foucher, 2007).

L'utilisation de l'indicateur « idéologique » nous a ensuite permis d'analyser la fonction de la frontière-mur comme marqueur identitaire de l'espace israélien. Si d'une part la frontière-mur offre une visibilité à la politique de l'État d'Israël, le tracé qu'elle emprunte marque, d'autre part, les contours d'un territoire que le gouvernement central veut conserver de manière définitive. Analysé en fonction de l'effet distance-proximité créé par la structure frontalière, le mur construit de façon unilatéral marque ainsi la négation de l'autre. Ce faisant, la relation entre ces deux dimensions met en lumière le choix du tracé emprunté et les raisons évoquées pour en justifier la construction.

Sous la variable matérielle, nous avons analysé le mur comme un instrument – une pratique – planifié et exécuté pour boucler les frontières de la ville. Pour ce faire, l'emploi de l'indicateur « géographique » a mis en lumière le marquage territorial de l'édification d'une frontière-mur à Jérusalem-Est. Par marquage territorial nous entendons l'ensemble des travaux de construction effectués pour l'édification du mur (structure, routes), l'appropriation des terres palestiniennes, et l'expansion des colonies urbaines. Par la suite, l'utilisation de l'indicateur « démographique » interpelle le contrôle de la mobilité. Là où la structure murale ferme les portes de la ville à une majeure partie de la population palestinienne, l'inclusion et l'exclusion territoriale, rendue possible par la frontière-mur, favorisent aussi le maintien d'une majorité juive (70/30) sur le territoire de la ville. Finalement, la variable « économique » nous a permis de mettre en évidence le contrôle asymétrique de la frontière-mur en ce qui a trait au commerce palestinien vers Israël : autant l'emploi de travailleurs palestiniens que la vente de marchandises.

À la suite de notre analyse de la quatrième phase du processus d'israélisation de la ville, nos constats nous ont permis de tirer quelques conclusions. Sommes tout, le tracé d'une frontière linéaire marque la finalisation d'une stratégie d'appropriation qui avait jusqu'alors fonctionné par la création progressive de colonies et leur rattachement en réseau dans des blocs de colonies, au nord, au sud et à l'est de la ville (Latendresse, 1999; Foucher, 2007). De plus, l'institutionnalisation des postes de contrôle et le perfectionnement des instruments annexés à la frontière-mur, nous permettent d'inscrire ce régime de mobilité dans la durée (Parizot, 2009).

Par ailleurs, si l'on porte un regard à l'échelle régionale, sans le retrait des colonies israéliennes des territoires palestiniens, le mur n'établit pas une véritable séparation territoriale entre les deux peuples. Bien au contraire, la présence israélienne et palestinienne des deux côtés du mur « renforce l'imbrication des espaces palestiniens et israéliens » (Parizot, 2009). S'il nous est alors possible de conclure à la finalisation de la stratégie d'appropriation de Jérusalem-Est par une délimitation des contours du territoire que l'État d'Israël veut conserver définitivement, il ne faut pas se méprendre sur une conclusion trop hâtive de la création des frontières de l'État d'Israël. Pour le moment, le mur favorise davantage une séparation des trajectoires des deux peuples : l'une continue et fluide et l'autre chaotique et imprévue. L'utilisation du concept de frontière-mur nous a plutôt permis de faire référence à l'exercice du pouvoir du gouvernement central qui se veut structurant à défaut d'être souverain sur un territoire qu'il s'approprie et construit à son image (Arbaret-Schulz et *a/s*, 2004).

Bibliographie

Arbaret-Schulz, C., Beyer, A., Piermay, J.-L., Reitel, B., Selimanovski, C., Sohn, C. et Zander, P. (Groupe Frontière). 2004. « La frontière, un objet spatial en mutation », *EspaceTemps*, [En ligne] : <http://espacestemp.net/document842.html>, Consulté le 10/09/2009.

Di Méo, G. 1991. *L'homme, la société et l'espace*. Paris, Massan.

Di Méo, G. et Buléon, P. 2006. *L'espace sociale : lecture géographique des sociétés*. Paris, Armand Colin.

Foucher, M. 2007. *L'obsession des frontières*. France, Perrin.

Klein, J.-L. et Lasserre, F. (dirs.). 2007. *Le monde dans tous ses États : une approche géographique*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

Klein, J.-L. et Laurin, S. (dirs.). 1998. *L'éducation géographique : formation du citoyen et conscience territoriale*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

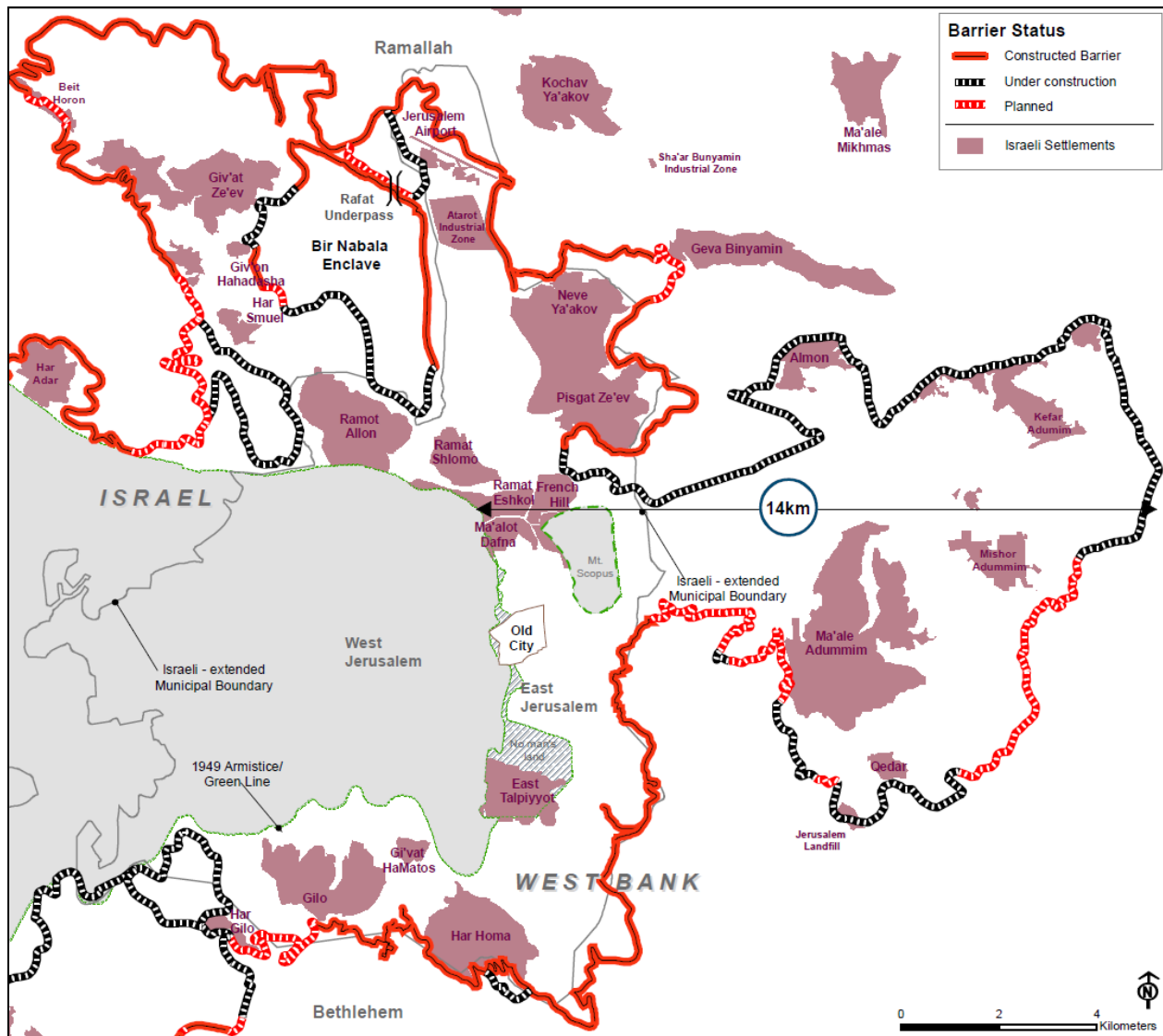
Latendresse, A. 1999. « Processus de déstructuration-restructuration de Jérusalem-Est et dynamique palestinienne depuis 1967 », Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 482 pages.

Nations Unies – Office de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA). 2007. « *The Humanitarian Impact of the West Bank Barrier on Palestinian Communities: East Jerusalem* », Mise à jour No.7, [En ligne] : www.ochaopt.org/documents/Jerusalem-30July2007.pdf, Consulté le 06/10/2008.

Parizot, C. 2009. « Séparation et régime de mobilité entre Israël et la Cisjordanie (2000-2009) : Réglementations, pratiques et acteurs », [En ligne] : [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/44/65/26/PDF/Separation et regime de mobilite entre Israel et la Cisjordanie Hal SHS.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/44/65/26/PDF/Separation_et_regime_de_mobilite_entre_Israel_et_la_Cisjordanie_Hal_SHS.pdf), Consultée le 20/10/2010.

Ripoll, F. et Veschambre, V. 2006. *L'appropriation de l'espace : une problématique central pour la géographie sociale*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Annexe 1 : Évolution des frontières israéliennes à Jérusalem (1948-2007)



Source : OCHA, 2007.